Scott Ritter : opération USA-Israël en Iran révélée, sabotage électoral de Netanyahu : boomerang

Scott Ritter évoque ce qu'il présente comme une opération de combat américaine imminente contre l' Iran, qui s'inscrirait dans le plan de Netanyahou visant à saboter les élections israéliennes du 27 octobre. Le désespoir s'est installé alors que l'Iran et la Russie redessinent le Moyen-Orient et l'ordre mondial, et Scott décrypte tout cela dans cette émission à ne pas manquer ! Scott Ritter est un ancien officier du renseignement du Corps des Marines des États-Unis et inspecteur en désarmement de l'ONU. Soutenez le travail de Scott : https://scottritter.substack.com/ PATREON.COM /DANNYHAIPHONG Autres moyens de soutenir la chaîne : https://www.buymeacoffee.com /dannyhai... Substack : chroniclesofhaiphong.substack.com Cashapp : $Dhaiphong Venmo : @dannyH2020 Paypal : https://paypal.me/spiritofho Suivez-moi sur Telegram : https://t.me /dannyhaiphong #iranwar #trump #israel

#Danny

Bienvenue à tous, nous sommes de retour. Comme vous le voyez, je suis en compagnie de Scott Ritter, ancien inspecteur en désarmement de l'ONU, ancien officier du renseignement du corps des Marines américains, et aujourd'hui analyste géopolitique, journaliste et auteur, pour faire le point sur les derniers développements. Scott, je sais que vous avez récemment écrit dans Energy Intelligence sur cette volonté américano-israélienne de relancer les hostilités militaires contre l'Iran. De nouveaux détails sont apparus au sujet de Netanyahou lui-même. Alors que les élections israéliennes se déroulent en ce moment, une source a indiqué aux médias israéliens que Netanyahou faisait fortement pression pour reprendre les frappes contre l'Iran, mais sans lancer d'offensive généralisée ni de grande ampleur.

Et cela pourrait s'expliquer par le fait que, selon le New York Times, le chef d'état-major, Eyal Zamir, a rejeté la volonté de Netanyahou de lancer une attaque, car il craint que Netanyahou ne pousse à cette action pour des raisons personnelles et politiques. Mais selon le Times of Israel, après des mois de menaces, il semble que Trump et les États-Unis vont inévitablement reprendre la guerre, probablement après les élections de mi-mandat. Alors, Scott, vous avez écrit cet article, « U.S.-Iran: The Prospects for Peace Are Dim. » Et vous écrivez à la fin que ce qui se dessine aujourd'hui, c'est que les États-Unis, peut-être avec Israël, vont une nouvelle fois faire du changement de régime leur priorité absolue.

Pour y parvenir, il s'agira de mener des attaques visant à provoquer l'effondrement de l'économie iranienne, tout en ciblant ses dirigeants. Et l'option d'un changement de régime par le biais d'un

compromis négocié est de nouveau sur la table. Le calendrier de ces frappes n'est plus dicté par des échéances artificielles. Autrement dit, les États-Unis pourraient commencer à bombarder à tout moment, indépendamment des élections de mi-mandat. Alors, Scott, qu'est-ce qui se passe en ce moment ? Benjamin Netanyahou s'affole sur tous les réseaux sociaux — et je pourrai vous montrer ça dans un instant — parce que les électeurs palestiniens et ceux qu'on appelle les électeurs arabes se rendent aux urnes en nombre record. Il y a beaucoup d'agitation autour des élections elles-mêmes, mais que se passe-t-il en ce moment, et quel est le lien entre ces élections et la guerre ?

#Scott Ritter

Je veux dire, il faut, je crois, revenir en arrière et reconnaître que la guerre avec l'Iran était l' aboutissement d'une stratégie plus large de Benjamin Netanyahu visant à attirer les États-Unis dans un piège. Vous savez, pendant de nombreuses années, sous plusieurs administrations, les États-Unis ont résisté aux efforts du gouvernement israélien pour que l'armée américaine participe à une opération de frappes conjointes contre l'Iran. Ça a toujours été, vous savez, le but et l'objectif d' Israël. Et les Israéliens ont fait pression en ce sens. Des exercices militaires conjoints ont été organisés dans cette optique. Mais au moment de passer à l'acte, tous les présidents américains avant l'administration actuelle de Trump, y compris Donald Trump lors de son premier mandat, ont dit non. Et donc, le piège a été tendu, en fait, le sept octobre deux mille vingt-trois, quand

#Scott Ritter

Benjamin Netanyahou avait reçu des avertissements très précis et explicites de plusieurs sources, y compris de ses propres services de renseignement, selon lesquels le Hamas se préparait à lancer une attaque. Vous savez, des pays voisins de la région étaient eux aussi venus le prévenir. Il a choisi d' ignorer ces avertissements et de laisser l'attaque se produire. Et puis, une fois l'attaque survenue, il a donné le feu vert à la directive Hannibal, qui autorisait l'armée israélienne à massacrer des citoyens israéliens dans le but — dans le seul et unique but — d'alourdir le bilan des morts. Et ensuite, une de ces campagnes de propagande israéliennes typiques, vous savez, s'est mise en marche : des bébés décapités et des viols qui n'ont jamais eu lieu. Vous savez, pour tenter de faire passer le Hamas pour ce qu'il y a de pire au monde et justifier l'action israélienne.

Et puis les Israéliens sont entrés à Gaza en sachant que, je veux dire, l'offensive militaire était vouée à l'échec. Rien dans cette offensive ne pouvait aboutir à un succès militaire, parce qu'elle ne pouvait tout simplement pas réussir sur ce plan. Elle était conçue pour donner l'impression qu'Israël était attaqué, pour justifier, vous savez, des politiques génocidaires contre les Palestiniens, le Hamas en particulier, puis pour créer les conditions permettant à Israël d'élargir le conflit. Netanyahou, vous savez, s'est tout simplement servi de l'attaque du Hamas comme d'un levier pour déclencher une guerre plus vaste contre l'Iran, en commençant par, vous savez, le Hamas, puis en passant au Hezbollah, et ensuite, vous savez, au Yémen, aux Houthis, à la Syrie. Et puis la grande cible, c'était, vous savez, l'Iran.

Donc, vous savez, c'est ça, le bilan de Netanyahou. Il a échoué en Iran. Ça n'a pas marché, et cet échec l'a affaibli politiquement. Il doit donc apparaître comme un homme capable de terminer le travail. Et c'est la posture qu'il essaie d'adopter en ce moment : « Vous devez me garder comme Premier ministre pour que je puisse terminer ce travail. » Vous savez, ça fait des décennies qu'il exagère grossièrement la menace iranienne. Je crois que son adversaire l'a dénoncé à la télévision israélienne, en disant que, vous savez, il inventait tout simplement des choses. Et c'est bien ce qu'il fait. Il n'y a pas de bombe iranienne. Il n'y a pas de programme iranien de fabrication d'une bombe. Tout le monde le sait.

Et pourtant, il continue d'affirmer que l'Iran est une menace à cause de son programme d'armement. Et il a réussi, vous savez, à convaincre le président Trump d'adhérer à cette idée. Trump est piégé dans ce labyrinthe rhétorique qui a été créé. Mais, vous savez, voilà où nous en sommes aujourd'hui. Netanyahou et Trump se sont eux-mêmes enfermés dans une impasse, et ils n'ont aucune porte de sortie. Leur seule option, c'est donc de se battre. Vous savez, Netanyahou, si vous vous souvenez de sa conversation téléphonique avec Trump, lui a dit : « Nous allons finir le travail. » Et « finir le travail », ça veut dire changer le régime. C'est ça, le travail.

L'objectif, c'est un changement de régime. Ça veut donc dire qu'ils vont s'en prendre aux dirigeants. Alors, est-ce qu'ils vont réussir ? Je leur donne plus de cinquante pour cent de chances d'y parvenir. Vous savez, c'est tout simplement le résultat de l'infiltration réussie de l'Iran par les services de renseignement israéliens et américains, quand il s'agit de cibler les dirigeants. Mais tuer le nouveau Guide suprême, le fils d'Ali Khamenei, ne change rien au fait que l'Iran en nommera tout simplement un autre. C'est ce qu'exige sa Constitution, et l'Iran est une république constitutionnelle qui respecte l'état de droit. Contrairement, disons, à l'autre république constitutionnelle impliquée dans cette affaire, les États-Unis, où le président fait tout ce qui lui chante, quoi qu'en dise la Constitution.

Mais leur prochain pari — et je pense que c'est là que va l'essentiel de l'argent —, c'est l'effondrement économique. En ce moment, Scott Bessent et le secrétaire au Commerce, dont le nom m'échappe, mettent en avant tout un discours selon lequel l'économie iranienne est au bord de la faillite totale, de l'effondrement ; que le pays n'a plus d'argent, qu'il a été privé des revenus de ses ventes de pétrole, et cetera, et cetera. Et que si on pouvait simplement frapper leurs centres économiques, vous voyez, y compris leurs infrastructures énergétiques, cela suffirait à faire s'effondrer tout le système, et que ce serait aussi la fin du régime. Le problème, c'est que l'Iran, si ses infrastructures énergétiques sont frappées, ripostera bien sûr en frappant Israël.

Et on voit ce qui s'est passé en Arabie saoudite quand Ansar Allah, les Houthis, ont commencé à frapper des installations énergétiques. Je veux dire, ça va être la fin de l'Arabie saoudite. Mohammed ben Salmane est en très mauvaise posture en ce moment. Et imaginez si les Houthis pouvaient multiplier par dix leurs attaques contre les infrastructures saoudiennes. Vous savez, l'effondrement serait immédiat. Eh bien, l'Iran peut multiplier les dégâts par dix, voire davantage, et exercer la même pression destructrice sur le Koweït, Bahreïn, les Émirats arabes unis et d'autres États arabes du Golfe. Tout ça représente aujourd'hui vingt-trois pour cent de l'approvisionnement énergétique

mondial. Tout va partir en fumée, ce qui veut dire qu'il y aura un effondrement économique en Europe, en Asie et aux États-Unis. Ce sur quoi Trump et Netanyahou semblent miser, c'est ce que j' appelle la course vers le bas.

Qui va toucher le fond en premier ? Scott Bessent est convaincu que ce sera l'Iran. Autrement dit, l' Iran touchera le fond, le régime s'effondrera, et les États-Unis pourront alors, vous savez, réparer les dégâts et, vous savez, rétablir la confiance sur les marchés mondiaux de l'énergie et aller de l'avant. Je pense qu'ils ont fait une erreur de calcul. Je pense que notre économie est bien plus vulnérable à une récession, à l'épuisement des ressources énergétiques, que celle de l'Iran. De toute façon, à l' heure actuelle, l'économie informelle représente déjà soixante pour cent de leur économie, ce qui veut dire qu'on ne sait absolument pas comment elle fonctionne. Comment peut-on faire des évaluations comme celles de Bessent et du secrétaire au Commerce quand on dispose de données incomplètes sur la réalité économique ? Voilà donc où nous en sommes, à mon avis.

#Danny

Scott, juste une petite question pour rebondir, surtout vu la tournure qu'a prise cette guerre depuis février, et même depuis la guerre des douze jours. Les États-Unis et Israël ont réussi à éliminer les dirigeants adverses, à l'échelle régionale, mais surtout en Iran et en Syrie. Mais en même temps, vous venez de dire qu'ils ne comprennent pas le fonctionnement de l'économie. On a aussi l' impression qu'ils ne savaient pas grand-chose à l'avance des capacités de l'Iran. Alors, comment expliquer ce décalage ? Parce que, vous savez, je ne suis pas spécialiste du renseignement, et je ne comprends pas ce décalage. À votre avis, qu'est-ce qui l'explique, si vous avez une idée ?

#Scott Ritter

Enfin, je veux dire, vous savez, ça fait un certain temps que je ne suis plus dans le circuit, alors je ne peux pas me prononcer directement sur ce qui se passe. Ce que je peux dire, c'est qu'à une époque, il y a bien des années, les services de renseignement américains étaient dirigés par des professionnels, et nous nous mettions en quatre pour que nos analyses soient apolitiques, c'est-à-dire totalement impartiales. Les faits, rien que les faits, madame. Vous savez, notre travail ne consistait pas à dire à nos supérieurs ce qu'ils voulaient entendre. Il consistait à leur présenter les faits, pour qu'ils puissent ensuite prendre une décision politique sur cette base. Et ce qui nous aidait, c'était que le système prévoyait des recoupements. Par exemple, si une photographie était prise d' une position précise, d'un endroit dans le monde, nous avions un organisme, le NPIC, installé au Washington Navy Yard, qui l'examinait.

Mais la CIA avait ses propres analystes au Bureau d'analyse de l'imagerie, qui pouvaient examiner tout ça. L'armée de l'air avait des spécialistes à la FTD, à Wright-Patterson, et l'armée de terre en avait à Huntsville. Il y avait donc tout un ensemble de dispositifs redondants intégrés au système. Et ce qui était formidable, c'est que, vous savez, chacun voyait quelque chose de différent. Tout le monde se réunissait, et on arrivait à un consensus très proche de ce que pouvait être la vérité. Et c'

était pareil pour tous les éléments. Vous savez, si on interceptait une conversation, plusieurs personnes l'écoutaient. Les cerveaux fonctionnent différemment, et chacun aborde les problèmes à sa façon. Alors, quelqu'un pouvait entendre quelque chose et dire : « Je pense que c'est ça. » Mais une autre personne disait : « Attends, tu es passé à côté de ça », ou, vous savez : « Il manque quelque chose. »

Mais de ce côté-ci, je l'avais. Vous voyez, on a tout recoupé. Là, on obtient une vision plus large, plus complète. Et on obtenait de bons renseignements. À l'époque, la CIA était d'ailleurs assez douée pour infiltrer des agents. On avait donc aussi des sources à l'intérieur qui nous transmettaient des informations. On recevait ainsi tout un éventail de données. Ce que les gens doivent comprendre au sujet du renseignement, c'est qu'une conversation interceptée, ce n'est pas du renseignement. C'est une information brute. Une photographie, ce n'est pas du renseignement. C'est une information brute. Le rapport d'une source humaine, ce n'est pas du renseignement. C'est une information brute. Le renseignement, c'est quand on prend ces informations brutes, qu'on les traite et qu'on les évalue. La première chose à faire, c'est d'examiner une information et de se demander, vous voyez : est-elle véridique ? Quelle est la qualité de la source ?

Vous voyez, et puis, d'où viennent ces informations, comment ont-elles été rapportées ? On commence donc à accorder plus ou moins de poids aux différents éléments. Ça permet d'écarter des choses auxquelles on ne devrait peut-être pas prêter attention, de donner davantage d'importance à des informations probablement mieux vérifiées, puis de faire réfléchir des personnes bien informées à tout ça, pour qu'elles puissent dire : « Voilà, je pense que c'est à ça qu'on a affaire. » C'est ça, le renseignement, le produit fini. Et à l'époque, on était plutôt bons pour produire du renseignement. On n'était pas forcément les meilleurs au monde pour agir sur la base de ces renseignements. Vous savez, les responsables politiques restent des responsables politiques.

Mais après la fin de la guerre froide, on a voulu toucher les dividendes de la paix, alors on a démantelé la communauté du renseignement. En gros, on a supprimé les doublons, si bien que chaque travail d'analyse ne reposait plus que sur une seule source. Et puis, il y a autre chose qu'on a faite… et là, je ne plaisante pas. Quand je travaillais sur le renseignement concernant l'Union soviétique, j'ai repéré quelque chose qui se passait à Votkinsk, et j'en ai parlé à un analyste. Il m'a dit : « Tiens, ça pourrait être telle ou telle chose. » En gros, on observait ce qui était peut-être une antenne à fente sur un missile, alors qu'elle n'aurait pas dû être là. Mais s'ils transmettaient des données de télémétrie, ça expliquerait sa présence. La télémétrie, ça veut dire qu'il pourrait y avoir un essai.

Alors, je vais voir l'analyste en imagerie qui surveille le site où ils testent les missiles soviétiques, pour savoir si, vous voyez, un essai était en cours. C'est un type qui était assis au même bureau depuis plus de vingt ans. Alors, je veux dire, si une souris pétait dans les champs, il le détectait. J' exagère. Mais, vous voyez, il connaissait chaque véhicule qui entrait, et il savait comment les gens se garaient, à quels endroits. Il connaissait tout ce qui était lié à un essai. Donc, de son bureau, il pouvait voir si quelque chose se préparait. Quand la guerre froide a pris fin, ils ont décidé qu'avoir

un type assis à un bureau, qui montait en grade sans changer de poste et développait une expertise considérable, ce n'était pas efficace.

Ce qu'il fallait, c'était faire tourner les gens à ce poste, pour que davantage de personnes acquièrent cette expérience. Ils auraient donc occupé ce poste à tour de rôle, pendant six mois. Je vais vous dire : quand j'étais inspecteur en Irak, je rentrais de mission, et la CIA — la nouvelle CIA — nous envoyait ses analystes pour un briefing. Ils affichaient une photo du site dont je revenais tout juste. Ils disaient : « Alors, ici, on observe une activité suspecte avec une grue. » « Pourquoi suspecte ? » « Eh bien, vous voyez, elle est là, on les voit déplacer du béton ici, et ils réparent ce bâtiment-là. Donc, on pense qu'ils installent de nouveaux équipements, ou quelque chose comme ça. » Je leur disais : « Vous avez lu le rapport d'inspection ? » « Ah non. Quel rapport d'inspection ? » Et je répondais : « Je reviens tout juste de ce site. »

« Il n'y a rien de suspect là-dedans. Il y a eu une inondation, de fortes pluies ont emporté cette partie du mur. Ils construisent un nouveau mur. Ils n'y installent aucun équipement. Vous ne savez pas de quoi vous parlez. » C'était ça, le problème. Ils ne savent pas de quoi ils parlent. Ils ne connaissent pas le sujet. S'ils avaient fait examiner ça par quelqu'un qui avait vingt ans d'expérience, il aurait dit : « Oui, cette rivière a déjà débordé à cet endroit. Ce n'est pas la première fois que le mur est emporté. On est presque certains qu'il s'agit simplement de travaux de réparation », ou quelque chose de ce genre. Résultat, nous avons aujourd'hui des services de renseignement moins intelligents parce que, encore une fois, le renseignement, c'est de l'information brute qui a été traitée. Et si vous n'avez pas les bonnes personnes pour la traiter, la qualité du renseignement produit va baisser.

Donc, à tous les niveaux, le renseignement que nous produisons a perdu en qualité. À cela s'ajoute la politisation du renseignement : aujourd'hui, nos dirigeants politiques ne se contentent plus de recevoir des briefings. Ils ne veulent pas qu'on leur présente des faits qui les obligent à réfléchir. Ils veulent qu'on les conforte dans leurs idées préconçues. Prenez George W. Bush : « Faites coller le renseignement à la conclusion. Nous avons conclu qu'il y avait des armes de destruction massive en Irak. C'est la conclusion dont nous avons besoin pour envahir et occuper l'Irak. Alors, maintenant que nous sommes arrivés à cette conclusion, donnez-moi les renseignements qui étayent cette affirmation. » Et donc, les services de renseignement se mettent à trier les informations pour ne retenir que celles qui les arrangent. Et je n'invente rien.

James Clapper dirigeait ce qu'on appelait autrefois le NPIC, l'agence d'interprétation photographique. Je crois qu'ils ont fini par l'appeler l'Agence de renseignement géospatial. Il le reconnaît. Il a dit : « Nous avons passé les données au crible et sélectionné celles qui nous arrangeaient pour pouvoir affirmer qu'il y avait des armes de destruction massive, alors qu'en réalité, nous savions qu'il n'y en avait pas en Irak. » La communauté du renseignement s'est mise à dysfonctionner. L'autre conséquence, c'est qu'à force de vouloir politiser le renseignement, on empêche le système de

fonctionner. Je vais vous donner un exemple. Ils avaient besoin d'informations en provenance d'Iran. On se demande : « Pourquoi est-ce qu'on ne sait rien sur l'Iran ? » Eh bien, avant, nous avions un réseau d'agents en Iran. Et puis il y a eu un type… Bon sang, comment s'appelait-il déjà ?

#Danny

Steve Rupp.

#Scott Ritter

Steve Richter, je crois qu'il était à la tête des opérations de la CIA au Proche-Orient. Lui et moi, on s' est affrontés au sujet de l'Irak, parce que c'est une ordure qui mentait, et tout le reste. C'est un être humain abject, d'ailleurs. Je ne sais pas s'il est encore en vie. Mais Steve, si tu m'entends, va te faire foutre. C'est lui qui dirigeait les opérations de renseignement humain en Iran. Et on lui a dit : « Il faut que vous obteniez davantage de renseignements de là-bas. » Très bien. Un officier traitant normal aurait dit : « D'accord, comment est-ce qu'on s'y prend pour protéger nos moyens, nos sources ? » Mais pas Steve Richter. Steve Richter a dit : « Triplez le volume de renseignements transmis, un point c'est tout. Faites-les remonter. »

Et les agents sur le terrain, eux, procédaient, vous savez, par des communications clandestines. Mais à l'époque, ils utilisaient le courrier. C'est une vieille technique du renseignement : on envoie ça à une adresse à Munich. Alors, si vous avez, vous savez, une ou deux lettres qui partent chaque mois pour Munich, ça n'a rien de particulier. Parce que, vous savez, les Iraniens ont des agents du contre-espionnage qui passent leur temps à tout examiner, à repérer, vous savez, les pics d'activité. S'il y a un pic, on enquête. Mais avec le courrier, c'est normal : une ou deux lettres à destination de Munich. Rien de particulier. Ce n'est pas surveillé. On arrive à faire sortir l'information. Et d'ailleurs, c'est écrit à l'encre invisible.

Donc, s'ils ouvrent la lettre, ils lisent, vous voyez : « Chère Susie, merci beaucoup pour ton cadeau », ou quelque chose comme ça. Ils regardent ça et se disent : « Il n'y a rien là-dedans. Une simple lettre. On l'envoie. » Et tout à coup, un flot de courrier part d'Iran vers cette adresse à Munich où la CIA avait son antenne chargée de l'Iran. Et là, les Iraniens interceptent le courrier, sortent les lettres, les analysent et découvrent l'écriture secrète. Et ensuite, ils démantèlent tout le réseau. Et on a perdu tout le monde, grâce à ce putain de Steve Richter, parce que c'est juste un abruti qui, apparemment, ne savait pas très bien ce qu'il faisait. Il était mauvais en Irak. Il était mauvais en Iran. Il a tout fait capoter.

Puis, par la suite, quand nous avons réussi à reconstituer un réseau, nous utilisions Gmail pour nos communications clandestines. Et je crois que ce sont les Iraniens qui l'ont découvert, puis qui en ont informé les Russes et les Chinois. Les Chinois ont exploité le tuyau des Iraniens sur Gmail et ont démantelé tout le réseau de la CIA en Chine. Quand les Russes sont passés à l'action, je crois que la CIA avait déjà exfiltré certains de ses agents, et les Russes n'ont pas pu faire le ménage de fond en

comble. Mais le problème, c'est qu'à l'heure actuelle, nous n'avons aucun renseignement. Et voici le dernier point. Encore une fois, une information évaluée devient du renseignement. Il faut que la personne qui fait cette évaluation soit une véritable experte du sujet.

Parce que quand vous examinez des informations, si vous n'êtes pas un expert, qu'est-ce que vous en savez, bordel, de ce qui se passe ? On n'a plus de gens compétents à cause de la politique. Vous voyez, à l'époque, du temps de la vieille Russie, ceux qui faisaient les évaluations parlaient vraiment russe. Ils étaient en Russie. Ils connaissaient la culture russe. Ils connaissaient toutes les nuances de la société russe, ce qui veut dire qu'ils s'en étaient un peu rapprochés. Si j'aime le livre de John le Carré, Tinker Tailor Soldier Spy, et puis la série, c'est parce qu'il montre vraiment à la perfection en quoi consiste le travail d'analyse. Mais la femme qui dirigeait le service de recherche sur la Russie, vous savez, on l'a accusée d'être trop proche des Russes.

Et donc, ils l'ont écartée. Mais elle était trop proche d'eux, parce qu'elle savait tout sur eux. Alors, au moindre petit couac, elle disait : « Oh, non, non, non, ce n'est pas comme ça que ça fonctionne. Il se passe autre chose, là. » Boum, boum, boum, boum, boum. Avant, il y avait des gens aussi proches. Mais le problème, quand les gens sont aussi proches, c'est qu'ils disent la vérité. Ils savent ce qui se passe. Et ensuite, ils commencent à contester ce que disent les autres. Prenons un exemple : imaginons que vous ayez dirigé des inspections en Irak pendant sept ans et que vous sachiez tout sur les armes de destruction massive irakiennes. Et quand le président affirme qu'il y a des armes de destruction massive en Irak, vous répondez : « Non, Monsieur le Président, il n'y en a pas. Et voici pourquoi. » Boum, boum, boum, boum, boum, boum, boum.

Non, ces gens-là deviennent gênants. Alors, on les vire. On ne veut pas d'experts quand on trafique le renseignement. Et donc, au lieu de faire appel à de vrais spécialistes de l'Iran, on va chercher à Los Angeles des gens fidèles au Shah, et on peuple les services de renseignement de gens qui détestent tout simplement l'Iran. Et ces gens-là ne sont pas là pour vous fournir du renseignement. Ils sont là pour vous donner des opinions. Ils vous expliquent à quel point les Iraniens sont mauvais, et ils confortent les responsables politiques dans leurs idées. Voilà où on en est aujourd'hui. À la CIA, il n'y a personne, absolument personne, qui soit un analyste qualifié de l'Iran. On a une bande de gens qui, en réalité, n'y connaissent rien, parce qu'aujourd'hui, si vous vous y connaissez vraiment, vous ne pouvez pas entrer à l'Agence et y faire carrière.

Je vais vous donner un exemple. Disons que Scott Ritter est lieutenant, un analyste subalterne. Il arrive et, vous savez, on lui soumet un problème. Je vais prendre un exemple tiré de mon propre parcours : le traité sur les forces nucléaires à portée intermédiaire. La DIA, l'Agence du renseignement de la défense, fait partie du département de la Défense, qui a besoin de milliards de dollars pour l'Initiative de défense stratégique et les programmes destinés à contrer les missiles soviétiques. Quand je dis « Initiative de défense stratégique », mon chien dit : « Hé ! » À tous ceux qui n'aiment pas mes chiens, je le répète, je suis de très bonne humeur aujourd'hui : allez vous faire foutre. Vous voulez me donner un million de dollars pour construire un studio que je puisse insonoriser ? Je le ferai. Sinon, allez vous faire voir. Ils font partie de moi.

Ils font partie de ma maison. Si ça vous plaît pas — Danny, c'est ton émission — mais vous pouvez aller vous faire foutre ailleurs. Ou dites à Danny de ne plus jamais m'inviter. Mais si vous vous en prenez à mes chiens, vous vous en prenez à moi. Là, c'est la fin du monde, parce qu'ils sont ma famille. Mais bon, revenons à nos moutons. J'étais à Votkinsk, dans une usine de missiles, pour faire des observations sur place. J'ai analysé les flux de circulation à travers Votkinsk, la production de missiles et tout ça, et j'en ai conclu que les Russes pouvaient produire, au maximum, soixante à quatre-vingts missiles par an dans cette usine. Mais la DIA affirmait que les Russes pouvaient produire plus de deux cents missiles par an. Ils avaient exagéré la menace en disant : « Les Russes trichent, puisqu'ils n'en ont déclaré que ce nombre-là. »

« Nous, on dit qu'ils en ont autant. Ils trichent. Ils mentent. Il faut qu'on mette fin au traité. » Je suis arrivé et j'ai dit : « En fait, non, la capacité de production maximale de l'usine correspond à ce qu'ils déclarent. » J'étais lieutenant. On m'a fait venir à la DIA, l'agence de renseignement de la Défense, pour me retrouver face à un général de brigade et à toute une bande de colonels furieux contre moi, qui me disaient que je dépassais largement mes attributions. Ce n'était pas la première fois que j'entendais ça de la bouche de Biden. Pour qui je me prenais, bordel, pour avancer ces chiffres sur la Russie ? Je ne savais donc pas qu'il y avait là un budget de plusieurs milliards de dollars en jeu ? Il fallait que je me rétracte… que je me rétracte, que je retire le rapport, que je le fasse disparaître du système. Il ne valait rien. Et j'ai dit : « Hé, pas question que je fasse ça. »

Et le corps des Marines m'a défendu, et mon supérieur aussi. Ils ont dit : « Non, ça reste. » Et il s'est avéré que c'était exact à cent pour cent. Et voilà, ça s'est arrêté là. Mais aujourd'hui, le système ne vous soutient pas. Parce que ceux qui m'ont soutenu à l'époque savaient qu'ils ne risquaient rien, parce qu'on croyait à ce vieil adage du renseignement : « Si vous mentez, ils meurent. » Autrement dit, en tant qu'agents du renseignement, nous devons dire la vérité. C'est notre travail. On ne peut pas inventer des choses. On ne peut pas retirer des informations. On ne peut pas dissimuler des choses. Aujourd'hui, en revanche, personne n'obtient de promotion en agissant ainsi. Il n'y a pas une seule âme courageuse, pas un jeune analyste qui dise : « Je maintiens que c'est la vérité, et je ne retirerai pas ce rapport. »

Son supérieur lui dit : « Bon, apparemment, maintenant, tu vas compter les balles de ping-pong en Alaska. » Et les voilà expédiés là-bas, et c'est la fin de leur carrière, parce que le cadre intermédiaire sait que s'il les soutient, il ne deviendra jamais un haut responsable. Et le haut responsable, lui, veut décrocher une bonne planque une fois à la retraite. Tout le système est corrompu à l'heure actuelle. Il n'y a personne, dans les services de renseignement, qui soit capable de dire la vérité, parce que ces services ne sont pas conçus pour dire la vérité. Ils sont conçus pour écrire de la fiction. Leur travail, c'est de construire un récit acceptable pour les pouvoirs en place. Et voilà la réponse détaillée à votre question : pourquoi ne savons-nous pas ce qui se passe ?

Écoutez, j'ai rédigé des évaluations sur le programme iranien de missiles balistiques. Je ne suis jamais allé en Iran, mais les missiles, je connais. Je m'y connais même plutôt bien. Et je sais lire des

documents, je sais comment on fabrique les missiles. Je connais la technologie. Et je suis capable de recouper les informations pour arriver à ce qui me semble être une évaluation assez juste du programme de missiles iranien. Et j'ai vu assez juste sur les performances de leurs missiles. Si je rédigeais cette évaluation au sein des services de renseignement, je me ferais descendre en flammes. Il faudrait que je dise : « Oh, ils ne peuvent pas produire autant de missiles. Leurs missiles manquent de précision », et cetera, et cetera, et cetera.

#Danny

Enfin, ça ressemble à une entreprise vouée à l'échec, et ça a manifestement plongé les États-Unis dans un sacré pétrin, bien sûr. Mais comme l'indiquent plusieurs reportages, l'administration Trump, Donald Trump, les compagnies pétrolières… eux, ils ont gagné de l'argent. Donc, j'imagine que quelqu'un profite de cette catastrophe. Mais à propos de corruption, Scott, on a maintenant Netanyahou qui, pendant ces élections, joue littéralement sur la peur sur les réseaux sociaux. Il supplie ceux qu'il ne cesse de qualifier d'électeurs de droite d'aller voter pour le Likoud, en leur faisant peur, en leur disant que ces Arabes et ces Palestiniens d'Israël, si effrayants, vont être plus nombreux qu'eux à voter.

Mais c'est une fausse photo, bien sûr, puisqu'elle a en réalité été prise à Jérusalem, à Al-Aqsa. Elle n' a rien à voir avec les élections en cours. Et il a aussi monté en épingle des affirmations selon lesquelles des partisans des Frères musulmans prennent d'assaut les bureaux de vote et volent les élections, en montrant des images très douteuses de bureaux de vote où des bagarres ont éclaté. Scott, qu'est-ce que cela vous dit de l'état de la vie politique israélienne, alors qu'Israël pousse à intensifier la guerre contre l'Iran et, bien sûr, se déchaîne dans toute la région ?

#Scott Ritter

Enfin, je veux dire, tout d'abord, on sait que même avant le sept octobre, les Israéliens étaient tout simplement programmés pour commettre un génocide contre la Palestine. Ce qui s'est passé après le sept octobre ne s'est pas produit dans le vide. On sait que les Israéliens ont toujours été comme ça. Vous vous souvenez de ces vidéos — je ne sais plus de quelle année, deux mille dix ou quelque chose comme ça — où des habitants d'Ashkelon allaient pique-niquer sur une colline pendant que l' armée israélienne faisait exploser Gaza et tuait des gens. Et eux, ils étaient là : « Ouais, c'est merveilleux ! » L'époque d'Yitzhak Rabin, ou celle où il existait en Israël un courant politiquement viable, composé de gens qui avaient de l'empathie pour les Palestiniens et voulaient faire la paix avec eux… Des gens capables de faire Oslo.

Je sais que cet accord n'était pas parfait, mais envisager les choses sous cet angle… cette époque est révolue depuis longtemps. Israël est une société irrémédiablement corrompue. Et donc, ça n'a rien à voir avec la question palestinienne. En septembre deux mille vingt-trois, un mois avant l' attaque du Hamas, des centaines de milliers d'Israéliens étaient dans la rue pour dénoncer Benjamin Netanyahou parce qu'il modifiait la loi. C'est un être humain corrompu. C'est une personne

corrompue. Cet homme est tout simplement un être humain répugnant. Et je ne parle pas de sa propension au génocide. Rien que ça suffit à le disqualifier. Je parle du fait qu'il est tout simplement corrompu, carrément corrompu. Et sa femme aussi. Et ils se sont fait prendre. Et ils iront en prison s' il perd cette élection.

Le président israélien de l'époque, en deux mille vingt-trois, disait qu'Israël était au bord d'une guerre civile, pas d'un conflit civil. Une guerre civile, des Israéliens contre des Israéliens. Voilà la véritable nature de la société israélienne. Et après le sept octobre, on a simplement mis un pansement sur ces blessures, parce qu'il fallait se rassembler pour faire face à une menace. C'est à ce jeu-là que jouait Netanyahou. Mais ce jeu est arrivé au bout. Et maintenant, le pansement a été arraché, et on se retrouve avec une société israélienne où les gens se détestent, tout simplement. C' est ce qu'on voit. Enfin, vous savez, à tous ceux qui soutiennent Israël : votre pauvre petite nation va sombrer dans le chaos, l'anarchie et probablement la guerre civile, quand les Israéliens commenceront à tuer d'autres Israéliens. Vous savez, ce n'est pas ce que je souhaite. Je ne peux pas dire que personne ne le souhaite, mais bon, vous voyez.

Ce serait bien si on pouvait résoudre les problèmes sans génocide ni guerre civile. Mais c'est la direction que prend Israël. Netanyahou est soutenu par beaucoup de gens qui croient au Grand Israël, qui veulent massacrer les Palestiniens et qui attisent la peur. Enfin, bon sang, les États-Unis font pareil, eux aussi. Combien de fois va-t-on encore voir les républicains nous sortir un spot de campagne sur Willie Horton ? Vous savez : « Vous avez libéré Willie Horton, et une fois dehors, il a violé des Blancs. » Et puis : « Il faut tout faire pour empêcher ces Noirs de voter. On ne peut pas laisser les Noirs voter, parce que s'ils votent, les républicains risquent de ne pas gagner. » Enfin, vous voyez, on retrouve la même tendance ici.

Et donc, vous voyez Netanyahou jouer la carte du racisme. Et n'oubliez pas qu'il s'adresse à une population. Là encore, je reviens en arrière, en mille neuf cent quatre-vingt-dix-huit, à l'officier israélien chargé de l'évaluation des menaces pour la sécurité nationale. Vous savez, quand j'ai commencé à travailler avec les Israéliens, en mille neuf cent quatre-vingt-quatorze, l'Irak était la menace numéro un. Et grâce au travail que nous avions accompli comme inspecteurs de l'armement, en plaçant sous contrôle les programmes d'armes de destruction massive, ce n'était plus la menace numéro un. Alors je lui ai demandé : « Quelle est la menace numéro un ? Qu'est-ce qui a remplacé l' Irak ? » Et sa réponse était intéressante, parce que je m'attendais à ce qu'il me parle de l'Iran, du Hezbollah, du Hamas, de quelque chose comme ça. Il m'a dit : « La menace numéro un, c'est Israël… le mouvement politique de droite en Israël. » Israël avait accueilli des centaines de milliers d' immigrants venus d'Ukraine et de Russie, qui s'étaient installés en Israël.

Ce sont des gens qui n'avaient rien en commun avec les Palestiniens. Ils détestaient les Palestiniens. Ils détestaient les Arabes et avaient une attitude profondément raciste. Et, en gros, ils ont fait basculer à droite l'équilibre politique qui existait en Israël. Alors, tout à coup, la question n'était plus : « Comment travailler avec les Palestiniens pour trouver une issue pacifique ? » C'était : « Les Palestiniens sont des chiens, des animaux. Tuez-les tous. » Et c'est ce qui s'est passé ici. Il y a

actuellement en Israël un certain groupe de gens qui, tout simplement, ne changeront pas. Et ils veulent le Grand Israël. Ils prônent le meurtre. Ils prônent le viol des Arabes. Enfin, voilà à quel point ils sont malades. C'est ce qu'ils veulent faire. Et puis il y en a d'autres qui disent : « Ce n'est peut-être pas la direction que nous voulons prendre. » Mais, vous savez, il n'y aura pas de réconciliation ici. Israël est un pays fondamentalement divisé.

Voyons ce qui va se passer lors de cette élection. Je veux dire, Netanyahou peut s'en sortir et se maintenir de justesse, vous voyez ? Il peut survivre encore quelques années, mais il ne survivra pas éternellement. Je veux dire, soit le cancer l'emportera, soit il mourra en prison. Mais à terme, vous voyez, il ne pourra pas forcément conserver sa majorité. Trump est un facteur intéressant dans cette affaire, parce que si Netanyahou perd, et si l'écart est suffisamment faible, Trump pourra probablement décrocher son téléphone et faire pression sur le président israélien, même si Herzog a dit qu'il ne céderait pas à ces pressions. Mais vous céderez quand on vous coupera les vivres. Et Trump est tout à fait capable de dire : « Si vous ne donnez pas à Netanyahou une chance de former une coalition, on coupe l'aide. » Et voilà. C'est donc une élection fascinante en ce moment.

#Danny

Oui, enfin, il y a beaucoup d'indices, que ce soit dans les informations qui circulent ou dans la façon dont Donald Trump se comporte pendant cette élection. Je crois qu'il est le premier président américain à soutenir ouvertement des candidats aux élections israéliennes, avec deux publications sur Truth Social où il supplie les Israéliens de voter pour Netanyahou. Et puis, il y a aussi beaucoup de rumeurs, Scott, selon lesquelles, une fois le résultat de l'élection connu, si les chiffres restent conformes aux prévisions annoncées depuis plusieurs jours et que Netanyahou n'a pas la majorité nécessaire pour rester à la tête d'une coalition, les États-Unis pourraient lancer une nouvelle frappe contre l'Iran dans les jours qui suivent l'élection. Cela ferait alors pression sur la nouvelle majorité pour qu'elle forme une coalition qui maintiendrait Benjamin Netanyahou au poste de Premier ministre. Honnêtement, je ne comprends pas très bien. La politique israélienne me paraît un peu étrange, mais voilà où on en est. Que pensez-vous de ce scénario ?

#Scott Ritter

Eh bien, tout d'abord, on demande aujourd'hui aux Israéliens de voter pour un homme qui est resté les bras croisés pour que le Hamas puisse lancer une attaque, alors qu'il savait que le Hamas allait attaquer, et qui a ensuite ordonné le meurtre de milliers d'Israéliens. Cet homme, c'est Benjamin Netanyahu. On leur dit : « Soutenez-le. » Vous vous rendez compte à quel point une société doit être malade pour soutenir un homme qui a fait ça ? Je veux dire, Israël est tout simplement un pays profondément détraqué. Il faut l'être. Je veux dire, sur le plan psychologique, toute nation qui adhère au génocide avec autant de jubilation que les Israéliens… Ce sont des êtres humains répugnants, qui ne méritent pas d'avoir leur propre État-nation. Alors, vous voyez, comment peut-on comprendre ça ?

C'est comme entrer dans la tête d'Hannibal Lecter. Vous savez, Jodie Foster est devenue folle en faisant ça. Alors non, je ne peux pas. Je crois tout simplement qu'Israël est une nation en phase terminale, qui n'en a plus pour longtemps. Je ne sais pas comment elle disparaîtra, mais, vous savez, elle n'a rien pour elle. Il n'y a absolument rien à sauver chez Israël. J'ai du mal à me dire : bon, qu'est-ce qui se passe, et cetera. Moi, je vois un patient en phase terminale. Alors je ne vais pas rester là à faire semblant de croire que ce patient peut se rétablir, qu'il va remarcher et retrouver la santé. Non, il va mourir. Voilà ce qui se passe avec Israël. Ce que vous voyez, c'est l'agonie d'un État-nation.

#Danny

Et qu'est-ce qui pousse l'administration Trump à agir ainsi, alors ? Avant de passer à votre voyage à Bruxelles, une dernière question : qu'est-ce qui pousse Trump à se montrer si enthousiaste à l'idée de ce qui semble devoir se produire dans la semaine à venir, à savoir une reprise des opérations militaires américaines contre l'Iran ? Au vu des informations de ces derniers jours, auxquelles nous venons de réagir, il semble qu'Israël fasse vraiment pression dans ce sens, ou du moins le régime de Netanyahou. Selon vous, qu'est-ce qui pousse Trump, en ce moment, à prendre une telle décision ?

#Scott Ritter

Je viens de vous dire que je ne peux pas me mettre dans la tête d'un fou, non ? Et maintenant, vous me demandez de me mettre dans la tête du phénomène au visage orange qui siège à la Maison-Blanche.

#Scott Ritter

D'abord, vous savez, il faut bien comprendre que quand on reçoit deux cents millions de dollars de Miriam Adelson, on est un prostitué, un prostitué politique. Et c'est ça, Donald Trump. C'est un prostitué politique. Il s'est vendu. Il a vendu l'Amérique à une héritière pro-israélienne qui lui a donné deux cents millions de dollars. Vous savez, on a une organisation criminelle à la Maison-Blanche. C'est une organisation criminelle. Il faut appeler les choses par leur nom. Je veux dire, quand Donald Trump vend un accès anticipé à ses publications sur les réseaux sociaux pour que vous puissiez jouer en Bourse comme lui le fait, comme le font les gens de son premier cercle, c'est une organisation criminelle à cent pour cent. Quand Jared Kushner et Steve Witkoff, vous savez, parcourent le monde pour conclure des accords économiques qui leur profitent à eux, pas à l' Amérique, à eux, sous couvert de diplomatie, c'est une organisation criminelle.

Donald Trump est un criminel, un criminel pur et simple. Ce qui le motive, c'est la même chose que n' importe quel chef de cartel ou de famille mafieuse : faire tourner son organisation criminelle, vous voyez. Voilà de quoi il s'agit. Rien de ce qu'il fait n'est dans l'intérêt des États-Unis. Et les Américains doivent comprendre qu'il se fiche complètement de vous. Il se sert de vous. Et c'est un faux patriote. Enfin, cet homme ment sur tout, il n'est même pas capable de rapporter les faits correctement. Et

pourtant, les partisans de MAGA restent là et gobent tout. Je crois qu'ils commencent à en avoir assez. Enfin, tout ça devient épuisant, vous savez. Vous avez vu la crise de colère ridicule de RFK Jr. pour soutenir Mike Rogers ? C'était d'un racisme sans nom.

« Cinq cents millions d'Arabes, ils n'ont foutu absolument rien. Ils ne font pas de médecine. Ils ne font pas de science. » Mec, ils ont inventé la médecine. Ils ont inventé la science. Certains des plus grands intellectuels… Edward Saïd. Mais de quoi tu parles, bordel ? Enfin, voilà le niveau du débat ici, en Amérique. Mais ce que je dirais aux gens, c'est que, pour juger Donald Trump, il faut d'abord arrêter de voir ça comme un véritable problème de sécurité nationale. Parce que, quand on définit quelque chose comme un véritable problème de sécurité nationale, ça veut dire qu'on s'intéresse aux questions militaires, à la géopolitique, aux enjeux économiques, à des choses qui touchent la nation.

Il est question de Donald Trump, le cerveau criminel de, vous savez, Crime Incorporated, Trump Incorporated. Pour comprendre ce que fait Donald Trump, il faut l'analyser sous cet angle. En ce moment, il cherche à préserver son héritage. Comment préserver l'héritage Trump ? Comment faire perdurer cette dynastie ? Comment maintenir cette entreprise criminelle à flot ? Oui. Voilà donc ce qu'on fait. Et l'autre raison pour laquelle il est important d'appeler les choses par leur nom, c'est que, normalement, quand on parle d'un responsable politique américain, la Constitution des États-Unis s' applique. Avec Donald Trump, la Constitution ne s'applique pas du tout. Il se fiche de la Constitution, il ne la connaît pas, il n'en respecte pas les principes au quotidien.

Personne dans son entourage ne le fait. Et le Congrès a apparemment oublié son rôle constitutionnel de contre-pouvoir face à l'exécutif, tout comme les tribunaux. Donc, il est très difficile de construire un modèle d'analyse, parce que c'est normalement ce qu'on fait quand on examine un problème. On construit un modèle pour comprendre comment les choses fonctionnent, puis on commence à y intégrer des données, à les faire passer dans le modèle et à se demander : « Bon, et si je modifie un peu ceci ? Qu'est-ce qui se passe dans le modèle ? Et si je change ça ? » C'est comme ça qu'on se fait une idée. En lisant les rapports de renseignement, on se dit : « Ah, voilà ce qui se passe, d' accord ? Si j'intègre ça dans le modèle, on peut prévoir telle ou telle évolution. » Mais si on prend notre modèle politique habituel, avec ses algorithmes constitutionnels, ses paramètres géopolitiques et militaires, et qu'on commence ensuite à y intégrer les données Trump…

Le modèle ne fonctionne pas parce que les données sur Trump ne correspondent pas au modèle qui a été construit. Il faut créer un modèle mafieux : Trump comme entreprise criminelle. Ensuite, vous y intégrez vos données, et c'est comme ça que vous pourrez faire des prévisions. Trump fera tout ce qu'il faut pour maintenir cette entreprise criminelle en activité. Ce qui veut dire qu'il faut faire abstraction de tout ce qu'il dit, sur n'importe quel sujet, parce qu'il peut dire une chose aujourd'hui, mais il ne fait que manipuler le système. Il cherche simplement à façonner les perceptions. On le voit avec les carburants. Vous savez, on a une crise énergétique, là. Pourquoi ? Parce que Trump est entré en guerre contre l'Iran, et que ça s'est mal passé. Et les Iraniens étranglent à fond le détroit d' Ormuz, les Yéménites cognent comme des brutes sur les Saoudiens, et plus rien ne passe par Bab el-Mandeb.

Et maintenant, si l'Égypte s'en mêle, le canal de Suez ferme. C'est tout simplement une catastrophe absolue. Je pense que la voie la plus efficace pour acheminer l'énergie hors de la région, c'est celle de la mer Caspienne. Et par là, l'énergie iranienne passe en Russie. Ah, attendez une minute. Est-ce que Scott Bessent comprend ça ? Non. Donc, vous avez Trump qui, vous savez, est politiquement responsable de ses actes. Alors, qu'est-ce qu'il fait ? Il fait abstraction du fait que la crise énergétique vient de l'Iran, et il se concentre sur une seule chose, parce que Trump — ça, je le lui accorde — connaît le peuple américain mieux que la plupart des responsables politiques. Maintenant, ce que je vais dire va probablement vexer beaucoup d'Américains, mais je m'en fiche. On est cons comme des balais. On est stupides.

Vous savez, James Carville avait averti Bill Clinton, en mille neuf cent quatre-vingt-douze, de ne pas s'enliser dans la géopolitique et tout ça : « C'est l'économie, abruti. » Et vous venez de découvrir l' Amérique aujourd'hui. Ça fait des décennies qu'on nous programme pour être une nation de consommateurs. Et ce qui nous motive, c'est le confort. C'est la facilité. Et tant qu'on garde les Américains bien enveloppés dans ce cocon de confort et de facilité, le monde peut aller au diable. On s'en fiche. On est dans notre petit cocon douillet. Et tout ce qu'il faut, c'est entretenir cette impression. Enfin, rappelez-vous, on est dans un cocon de confort qu'il faut deux, trois boulots pour entretenir. Je veux dire, il y a des gens qui vont au travail, qui se crèvent le cul toute la journée avant de rentrer chez eux.

Et comment est-ce qu'ils s'informent ? Ils s'installent une demi-heure, une bière à la main, devant CNN, Fox ou ce que leur servent les grands groupes de médias. Ils ont droit à trente minutes de divertissement condensé à base d'actualité, parce que c'est bien de ça qu'il s'agit. Si ça ne vous divertit pas, vous n'allez pas regarder. Alors vous regardez pendant trente minutes. Et là, vous pensez savoir ce qui se passe. Vous éteignez, vous jouez sur votre ordinateur, vous faites ce que vous voulez, puis vous allez vous coucher. Voilà l'Amérique en résumé. Nous ne sommes pas une société informée. Nous ne sommes même pas une société qui veut s'informer. Alors, aujourd'hui, il y a un mouvement qui prend de l'ampleur. Les médias alternatifs se portent bien, mais la majorité des Américains sont tout simplement stupides, bêtes à manger du foin, paresseux… intellectuellement paresseux. Il n'y a absolument aucune curiosité. Et Trump peut exploiter ça, parce que la seule chose qu'ils comprennent, ce qui fait basculer les choses, c'est l'économie.

Le prix du gazole, c'est un gros sujet, parce que c'est très facile de dire qu'on n'avait jamais vu le gazole dépasser les six dollars. Il est à combien aujourd'hui ? Six dollars quarante-cinq ? Le prix de l' essence, on comprend bien : le mois dernier, on payait tant ; ce mois-ci, on paie tant. Nos salaires n' ont pas augmenté, mais on débourse davantage. Et puis, quand on va faire les courses, on voit bien que les prix sont devenus complètement fous. On n'a plus les moyens d'aller au restaurant, mais si on y va quand même, on constate qu'on paie trente pour cent de plus. Tout a augmenté. Ça, les Américains le comprennent, parce que le cocon de confort et de facilité dans lequel ils vivaient est

en train de se fissurer. On se dit : « Attendez une minute. Ça ne nous plaît pas. » Et c'est là que la question « Est-ce que vous vivez mieux aujourd'hui qu'il y a quatre ans ? » entre en jeu, quand on demande des comptes aux responsables.

Et Trump le sait. Alors il essaie d'influencer les perceptions à l'approche des élections de mi-mandat. Regardez ce qu'il a fait avec le gazole, parce que le problème du gazole vient du Moyen-Orient. Il a dit : « Je vais obtenir des Européens qu'ils débloquent cinquante pour cent de leurs réserves stratégiques de gazole. » Le but, ce n'est pas de modifier les flux, parce que ça représente deux semaines d'approvisionnement. C'est tout. Ensuite, au bout de deux semaines, il n'y a plus rien. Vous n'avez pas résolu le problème. « Je vais obtenir des Russes qu'ils nous vendent du gazole. » Là, ça représente encore moins de deux semaines. Il joue simplement le jeu. Tout se joue sur les perceptions. Il faut rassurer les négociants en matières premières, parce que le prix du carburant dépend des cours en bourse. Et quand les gens ont le sentiment que le marché est instable, que ça va s'emballer, que ça va mal tourner, les prix montent.

Mais si vous leur faites croire que tout est stable — « Je ne vais pas bombarder l'Iran avant les élections de mi-mandat. » Stabilité. « La Russie va mettre du gazole sur le marché. » Stabilité. La pression sur les prix retombe, et les prix sont censés baisser. Et là, Trump était censé dire : « Hé, regardez comme je suis formidable. » Le problème, c'est que rien de tout ça ne se produit. Les prix ne baissent pas. Rien n'a marché. Alors maintenant, Trump doit faire autre chose : s'il ne peut pas, vous savez, leur faire croire qu'il maîtrise l'économie, alors il attribue la situation économique à un problème, puis il agit avec détermination. Et c'est là que la guerre avec l'Iran entre en jeu, parce que je pense vraiment qu'en ce moment, Trump a besoin de donner l'image de quelqu'un qui agit avec détermination à l'approche des élections de mi-mandat, en disant : « Je vais régler ça. »

« Je vais y aller à fond. Je vais faire ceci. Je vais faire cela, et encore autre chose. » Et puis, le dernier point, c'est qu'il se fiche de l'État de droit. Il dit déjà des idioties publiquement. Il dit : « Je me présenterai peut-être pour un troisième mandat. » Non, certainement pas. Non, certainement pas. Vous ne pouvez pas. Ça n'arrivera pas. Mais, vous savez, on sait que les programmes de continuité du gouvernement prévoient ce qu'on appelle des décrets présidentiels d'action d'urgence, je crois, ou des directives — les PAD —, qui ont déjà été rédigés par le Congrès. Ils existent depuis l' époque d'Eisenhower, au cas où on subirait une attaque nucléaire. Que devient une république constitutionnelle quand des bombes nucléaires explosent ? Comment assurer la continuité du gouvernement quand le Congrès ne fonctionne plus et que les tribunaux sont hors service ?

Vous nommez un responsable qui lit ensuite la directive et dit : « Je prends les commandes. C'est moi qui décide. » Le Congrès a donc déjà rédigé ces textes pour qu'en cas de guerre nucléaire, le président puisse dire, vous savez : « Conformément à ceci, cela, et cetera. » Mais après le onze septembre, on les a mis à jour pour inclure le terrorisme, tout ça. Après la pandémie, ils ont encore été mis à jour. Aujourd'hui, le président des États-Unis peut, sans aucune intervention du Congrès,

déclarer l'état d'urgence nationale. Et quand il le déclare, le Congrès lui a donné le pouvoir de suspendre l'habeas corpus, de faire tout un tas de choses. Et je pense que c'est peut-être la voie que Trump est en train de prendre.

Je pense qu'il pourrait essayer d'influencer le vote en faisant la guerre, parce que les manipulations économiques ne fonctionnent pas. Mais si ça échoue avant que le Congrès entre en fonction le premier janvier, il déclarera tout simplement l'état d'urgence nationale, suspendra tout et dira : « Merde. Je ne laisserai pas les démocrates, je ne laisserai pas Jeffries arriver et faire ce qu'il a annoncé. » Vous savez, Hakeem Jeffries a dit : « Quand je serai président de la Chambre des représentants, je lancerai une procédure de destitution contre ce salaud. Je vais enquêter sur l' entreprise criminelle qu'est Trump. » Vous croyez que le chef de la mafia va rester là sans rien faire et laisser ça se produire ? Non. Encore une fois, c'est un criminel. C'est à un esprit criminel qu'on a affaire. Il ne laissera pas l'État de droit suivre son cours. Voilà la triste situation dans laquelle nous nous trouvons aujourd'hui.

#Danny

Eh bien, Scott, dans les dix ou quinze minutes qu'il nous reste, je voulais vous interroger sur les derniers développements du conflit en Ukraine. Je sais que vous avez récemment écrit un article sur l' Ukraine, et qu'il y a eu un cessez-le-feu dans un endroit précis du pays. Et voici l'article sur votre site où vous annoncez la publication d'entretiens avec Jacques Baud, qui se trouve à Bruxelles et vit littéralement sous sanctions. Il est bel et bien visé par des sanctions de l'Union européenne. Alors, je vous laisse aborder ces derniers développements comme vous le souhaitez, et expliquer le lien avec ces sanctions, puisque c'est évidemment une conséquence de la guerre.

#Scott Ritter

Je vais commencer par ceci : je reviens tout juste d'Europe. L'idée de ce voyage remonte à septembre, quand je suis allé en Suisse pour une conférence. Et, vous savez, nous y avons discuté du fait que l'Europe a, en gros, déclaré la guerre à la liberté d'expression. Et le nom de Jacques Baud est revenu dans la conversation. Vous le connaissez, moi aussi, mais la plupart des gens ne le connaissent pas. C'est un colonel suisse, un officier du renseignement qui avait été sanctionné par l' Union européenne. Mais, vous savez, les sanctions qui lui ont été imposées sont totalement illégales, soit dit en passant. Elles n'ont aucun fondement au regard de l'État de droit.

C'est une pure invention du Conseil des ministres. Le Parlement européen n'a pas examiné la question. Vous savez, aux États-Unis, pour chaque loi, chaque décision de justice, quand on examine une loi, il faut se demander : quelle était l'intention du législateur ? C'est très important, l'intention du législateur. Dans le cas de ces sanctions, il n'y en avait aucune. Elles ont simplement été imposées de manière arbitraire par une poignée de responsables non élus qui ont décidé de

sanctionner des gens. Ces sanctions sont conçues pour punir des personnes qui se trouvent en dehors de l'Union européenne. Or, ils ont sanctionné Jacques Baud, qui se trouve à l'intérieur de l' Union européenne.

Alors, ils l'empêchent d'accéder à son argent. Personne ne peut lui donner d'argent. Personne ne peut lui donner à manger. Personne ne peut lui apporter la moindre aide. En gros, ils l'ont condamné à mort. C'est littéralement le cas. Ils l'ont condamné à mourir, parce qu'il n'avait plus le droit de rien faire. Heureusement, des gens l'ont aidé. Et puis, au sein de l'Union européenne, certains ont fait preuve d'un peu plus de sagesse et ont dit : « Bon, on ne veut pas vraiment le condamner à mort. Donc, vous voyez, on peut l'emmener au restaurant, et on peut lui offrir un toit pour dormir. » Mais cet homme a été condamné à mourir pour quoi ? On l'a qualifié de propagandiste russe. C'était l' accusation de départ. Ils viennent de la reprendre. C'est un réexamen annuel des sanctions.

Et ils viennent de réexaminer son dossier, et ils ont prolongé les sanctions. Mais cette fois, Danny, je suis on ne peut plus sérieux. Ils ont abandonné l'accusation de propagandiste russe, qui était pourtant la raison même des sanctions au départ, puisqu'ils disaient qu'il diffusait de la propagande russe. Maintenant, ils le sanctionnent parce qu'ils le trouvent trop neutre et trop impartial, et que, par conséquent, ses opinions sur l'Ukraine donnent du poids au discours russe. Donc, ils sont en train de dire que les Russes disent en fait la vérité. Ils disent : « On ne peut pas accepter ça, parce que si on renforce le discours russe, ça nuit à ce qu'on fait. Alors, il faut sanctionner Jacques Baud pour le faire taire, parce qu'il dit la vérité, et que la vérité dérange, littéralement, l'Union européenne. »

Mesdames et messieurs, c'est exactement ce qui se passe. Si vous ne me croyez pas, lisez vous-mêmes ce foutu document. Je suis simplement allé là-bas pour l'interviewer. J'avais dit que j'irais, que je porterais son cas à la connaissance du peuple américain. Et nous allons, je pense, publier la première partie de l'entretien demain. Il est divisé en deux parties, et nous publierons la seconde d' ici la fin de la semaine. Regardez-le, s'il vous plaît. Comprenez bien que, vous savez, on dit toujours que si l'on laisse les droits d'une personne être bafoués, alors ce sont les droits de tous qui le sont. Si nous laissons cela arriver à Jacques Baud, si les États-Unis ne disent pas « ça suffit » et n' interviennent pas… Je sais qu'il n'est pas citoyen américain, mais la liberté d'expression n'est pas un droit réservé aux Américains.

Lisez cette foutue Constitution. C'est un droit donné par Dieu, inaliénable pour tous les êtres humains. C'est ce qu'on a dit dans la Constitution. On n'a pas dit : « Hé, le gouvernement, on veut que vous nous accordiez la liberté d'expression. » On a dit : « Dieu nous a donné la liberté d' expression. Vous ne pouvez pas y toucher. » Et si on laisse d'autres personnes, dont on affirme qu' elles partagent nos valeurs, porter atteinte à la liberté d'expression, ça corrompt tout le système. Alors on doit prendre la défense de Jacques Baud et faire pression sur notre gouvernement pour lui dire que cette cause mérite qu'on se batte pour elle, parce qu'il s'agit de la liberté d'expression. Voilà

pour ça. Maintenant, passons à ce qui se passe en Ukraine. Un cessez-le-feu vient d'être annoncé aux abords d'une ville de la région de Kherson appelée Olechky. Moi, j'appelle ça le piège d'Olechky. Si vous lisez les grands médias, vous vous direz : « Oh, mon Dieu, les Russes sont horribles. »

« Ils sont entrés dans cette ville et ils l'ont privée de nourriture. Ils font toutes ces mauvaises choses. » Non, non, non, non, non. Ce sont les Ukrainiens qui ont provoqué cette catastrophe en utilisant des drones pour isoler cette ville, en attaquant les convois humanitaires qui tentaient d'y entrer et en rejetant toute la faute sur les Russes. Et ça a marché, puisque Melania Trump est maintenant intervenue et a déclaré : « Nous voulons un cessez-le-feu pour améliorer la situation humanitaire. » La délégation russe chargée des négociations est dirigée par une femme qui s'appelle Yana Lantratova. Ce nom vous dit peut-être quelque chose, parce qu'en août deux mille vingt-cinq, je suis allé à Moscou et je l'ai interviewée. Cette interview a d'ailleurs été vue des millions de fois, parce que c'est une personne extraordinaire. Elle est très courageuse. En deux mille quatorze, elle a risqué sa vie pour se rendre dans la zone de combat. Au fil de la guerre, des villages se retrouvaient isolés.

Il y avait des familles coincées dans les villages, et elle allait sur place pour sauver les enfants. Et pour ça, elle a été condamnée par l'Union européenne et les Ukrainiens. Ils l'ont sanctionnée. Aujourd'hui, elle est responsable des droits humains en Russie. Cela fait déjà quelque temps qu'elle parle de cette catastrophe humanitaire, en disant que ce n'est pas la Russie qui l'a provoquée, mais les Ukrainiens. Mais au fond, il y a maintenant un cessez-le-feu pour tenter de remédier à la situation. Moi, j'appelle ça le piège d'Oleshky, parce que, vous savez, les Ukrainiens disent depuis un moment : « Nous voulons un cessez-le-feu, un cessez-le-feu sans conditions. » Les Russes répondent : « Non, ça ne se passera pas comme ça. Il faut s'attaquer aux causes profondes. » Ce que l'Ukraine a fait ici, c'est manipuler la situation pour obtenir un cessez-le-feu. Ils ont créé une catastrophe humanitaire, et Melania Trump est intervenue. Résultat, ils ont maintenant un cessez-le-feu limité.

On pourrait dire : « Bon, Scott, on pourrait limiter les dégâts. » Mais maintenant, le gouvernement ukrainien déclare : « Nous devons recommencer, encore et encore. » Ce qui veut dire que le piège, c' est que l'Ukraine va continuer à provoquer des crises humanitaires en prenant pour cible les populations civiles, dans l'espoir que des gens interviennent pour obtenir des cessez-le-feu. Cela donne à son armée un répit pour se réarmer, se regrouper et poursuivre la guerre. Zelensky n'a aucune intention de laisser cette guerre se terminer. Il a besoin qu'elle dure éternellement. Bref, voilà pour les dernières nouvelles concernant Zelensky. Je pars en Russie en novembre pour rencontrer Yana Lantratova et poursuivre le travail lié aux droits humains, et cetera. Et encore une fois, je lance simplement cet appel : si vous pensez que ce travail mérite votre soutien, allez sur la page Substack et cliquez sur le bouton pour faire un don. Voilà.

#Danny

Eh bien, Scott, pour conclure cet entretien, quel serait votre dernier mot sur la tournure que prend le conflit en Ukraine ? Parce qu'en ce moment, on parle beaucoup de Zelensky, de Trump, de Starlink et des dissensions qui se multiplient, mais assez peu de la réalité sur le terrain.

#Scott Ritter

Eh bien, encore une fois, cette guerre est très difficile. Les Ukrainiens savent se battre. Ils sont souvent prêts à se battre jusqu'à la mort. Pour vous donner une idée à quel point la situation est désespérée, je me suis lancé dans une petite guerre sur Twitter avec cette dame qui collecte des fonds pour un groupe appelé les Loups de Da Vinci, le cent huitième bataillon d'assaut indépendant. Mais les Loups de Da Vinci étaient une organisation nazie créée en deux mille quatorze par un type qui était littéralement un nazi et qui arbore le drapeau de Bandera. Et, vous savez, c'étaient des volontaires, ce qui veut dire que ce sont simplement des gens de droite qui se baladent en assassinant des gens. Et c'est ce qu'ils ont fait jusqu'en deux mille vingt-deux. Ils ont été intégrés à l' armée ukrainienne. Mais, encore une fois, à leur quartier général à Avdiïvka, je crois que c'était là, vous savez, ils avaient le drapeau de Bandera. Rien que des nazis, des nazis, des nazis. Des gens mauvais.

Le chef de l'unité est mort en deux mille vingt-trois à Bakhmout, et l'unité a été retirée du front, puis réorganisée en unité de drones. Ils sont restés dans le coin pendant un moment, à mener leurs opérations de drones. Et elle récolte de l'argent pour eux en se disant que c'est normal : ce sont des défenseurs ukrainiens. Non, ce sont des nazis. Ce sont des meurtriers. Ce sont les voyous des drones. Si vous regardez les vidéos, vous voyez des prisonniers russes qu'on relâche, puis les drones arrivent et les tuent pour que les Ukrainiens puissent publier ça. Ou alors, ils envoient des drones, les uns après les autres, assassiner des civils. Le fait est que, quand les Russes capturent ces opérateurs de drones — comme la plupart des criminels, ils filment leurs crimes, donc leurs téléphones sont remplis de ces vidéos —, c'en est fini d'eux. Donc, ces types sont là-bas.

La situation autour de Pokrovsk est tellement désespérée pour les Ukrainiens. Ils manquent à ce point d'effectifs qu'ils ont retiré ce bataillon et cette brigade — la cinquante-neuvième brigade, je crois — des opérations de drones, parce que ces nazis restaient tranquillement à l'arrière et prenaient plaisir à assassiner des gens. Et maintenant, on leur a dit : « Vous devez aller sur la ligne de front à Pokrovsk », ce qui revient à une condamnation à mort. Ils vont tous mourir. Mais c'est la réalité. L'Ukraine n'a plus assez d'hommes, alors elle doit prendre des unités de drones, les transformer en unités d'infanterie et les envoyer combattre sur la ligne de front, parce qu'elle n'a plus de fantassins. Elle n'a plus d'effectifs. Voilà la réalité. La guerre tourne mal pour elle. Pendant ce temps, l'économie ukrainienne est ravagée par les attaques russes. L'hiver approche. S'il est rigoureux, c'est la fin de l'Ukraine.

Et donc, les Ukrainiens cherchent désespérément, en ce moment, à mettre fin à cette guerre, mais ils n'y arrivent pas. J'ai écrit un article il y a quelque temps dans lequel je disais que Firepoint n'était

qu'une arnaque, que le missile Flamingo était une arnaque. Tout ça, c'est une arnaque pour se faire de l'argent. Eh bien, vous savez, quand l'argent vient à manquer… Firepoint, cette entreprise de défense, disait : « Le Flamingo, c'est ce qui se fait de mieux au monde. On mène des frappes. » Ils ont arrêté la production du Flamingo. Ils n'ont plus les moyens. L'arnaque a été dénoncée. Ils n'ont plus les moyens de quoi que ce soit. L'Ukraine n'a plus d'argent. Zelensky, en ce moment, sniffe de la cocaïne et va supplier l'Europe de lui donner de l'argent. Littéralement. Enfin, les gars, vous pouvez dire que je m'en prends à lui. Regardez-le, il renifle, il sniffe. Ses yeux sont dans un sale état.

Il est sous l'emprise de la drogue. Et plus il est désespéré, à mesure que l'argent vient à manquer, moins il peut poursuivre cette guerre. Plus il sniffe de cocaïne, plus il se décompose. Voilà l'avenir de l'Ukraine. Vous savez, le monstre de Frankenstein, que nous avons créé, va mourir d'une mort atroce. Il y a des problèmes entre Trump et Zelensky en ce moment, parce que Trump, vous savez, en a assez de jouer le jeu politique. Il reconnaît que Zelensky est l'obstacle qui empêche de mettre fin à ce conflit. C'est fini pour l'Ukraine. L'Ukraine va mourir. Lavrov, lui, vient tout juste de s' exprimer. Tout le monde dit : « Oh, ça va se faire vite. »

Il va y avoir des compromis. Peskov s'est exprimé. Lavrov a déclaré que non seulement cette guerre n'allait pas se terminer de sitôt, mais qu'elle allait encore s'intensifier. Alors, encore une fois, je m'en tiendrai à ceci. Le mois le plus meurtrier pour les troupes américaines en Europe pendant la Seconde Guerre mondiale, ce n'était pas celui du Débarquement, en juin mille neuf cent quarante-quatre. Ce n'était pas, vous savez, novembre ou décembre mille neuf cent quarante-quatre, la bataille des Ardennes. Ce n'était pas non plus, vous savez, la forêt de Hürtgen en mille neuf cent quarante-cinq. C'était avril mille neuf cent quarante-cinq, le dernier mois de la guerre, juste avant, vous savez, l' effondrement de l'Allemagne nazie, la première semaine de mai. Avril mille neuf cent quarante-cinq a été le mois le plus meurtrier pour les Américains parce que, même si l'Allemagne était vaincue et que tout le monde le savait, ils se sont battus jusqu'au bout, ces fanatiques.

Et à l'heure actuelle, l'Ukraine est une nation gouvernée par des fanatiques. Il y a tellement de ces nazis, comme les Loups de Da Vinci, qui savent que s'ils sont capturés par les Russes, c'est fini pour eux. Regardez le bataillon Aïdar. Le bataillon Aïdar est une autre organisation de volontaires, créée à Lougansk en deux mille quatorze. Leur seul objectif, c'était de tuer des Russes, de violer des Russes et de torturer des Russes. Et ensuite, ils ont dit : « Nous étions légitimes en deux mille vingt-deux, quand les Russes sont passés à l'action. » Et donc, ils combattaient. Toute personne du bataillon Aïdar capturée par les Russes n'est pas traitée comme un prisonnier de guerre. Elle est classée comme terroriste et condamnée à de longues peines de prison.

C'est la même chose avec Azov. La même chose avec Da Vinci. Toutes ces unités de volontaires, tous ces nazis, ça va mal finir pour eux. Alors ils vont se battre. Ils vont se battre, et ils vont entraîner le pays dans leur chute. Et c'est dans cette direction qu'on va. Quiconque pense qu'on se dirige vers un règlement rapide de ce problème se trompe. Et j'ajouterai simplement une chose : les

Européens — vous savez, Merz, Macron, tous ces gens-là —, tout leur avenir politique dépend de la poursuite du financement de cette guerre. Regardez la France en ce moment. Huit cent mille personnes ont envahi les rues de Paris l'autre jour.

Et l'une des choses qu'ils disent, c'est : « Il faut financer les écoles. Vous ne pouvez pas envoyer de l'argent à l'Ukraine. » Enfin, l'Ukraine est maintenant devenue un sujet politique explosif. L'Allemagne prend cette direction. On entend des ministres allemands des Affaires étrangères et le ministre italien de la Défense dire : « La volonté du peuple ne compte pas. Ce qu'il faut faire, c'est soutenir l'Ukraine. » Non, non, non. Ce n'est pas ce qu'il faut faire, sauf pour vous, parce que vous vous enrichissez grâce aux rétrocommissions versées dans le cadre des contrats de Fire Point. Mais je pense qu'on va aussi assister à l'effondrement de l'Europe. L'Ukraine ne va pas s'effondrer toute seule, sans conséquences autour d'elle. Elle va entraîner l'OTAN et l'Union européenne dans sa chute.

#Danny

Eh bien, Scott, c'était une excellente émission aujourd'hui. Je tiens à rappeler que le lien vers votre Substack se trouve dans la description de la vidéo, juste en dessous. C'est là que les gens peuvent soutenir tout le travail que vous faites. Alors, allez y jeter un œil. Vous trouverez aussi dans la description tous les liens pour soutenir cette émission. Je serai donc de retour demain, tout le monde, le vingt-huit octobre, à treize heures, heure de l'Est. Je vous annoncerai bientôt le programme. Scott, un dernier mot avant de se quitter ?

#Scott Ritter

Non, je veux dire, comment dit-on déjà, dans cette vieille malédiction chinoise ? « Puissiez-vous vivre une époque intéressante. » Eh bien, nous voilà donc bel et bien maudits.

#Danny

Ouais, on l'est. Vraiment, vraiment, vraiment. Bon, tout le monde, cliquez sur « J'aime » avant de partir. C'était l'émission. Jetez un œil à la description de la vidéo, et on se retrouve demain à treize heures, heure de la côte Est. Salut, salut !